

CE N'EST PAS AUX PEUPLES DU MONDE DE PAYER LA CRISE CE N'EST PAS A NOUS DE PAYER LEUR CRISE !

- La crise mondiale, d'origine financière, *déclenchée* en 2008 par la faillite de Lehmann Brothers, continue, de faire des ravages partout dans le monde et tout *spécialement* dans la zone euro de l'Union Européenne.
- Les travailleurs grecs ont été les premiers « appelés » à se serrer la ceinture pour renflouer les déficits publics constitués par la politique des partis aux pouvoirs en Grèce au profit de capitaux privés. . Le Portugal, l'Espagne sont en train d'adopter des plans de rigueur semblables à celui de la Grèce.
- Les autres pays de la zone euro sont également menacés par de telles mesures.

La construction de l'Union Européenne et la mise en place de la monnaie unique devaient assurer aux peuples européens la paix et la prospérité. Tel n'est pas le cas. Les gouvernements européens font la politique de la finance internationale. Le Traité de Lisbonne ne constitue en rien un bouclier, comme nous l'avions clairement indiqué lors du référendum sur le Traité constitutionnel.

Nous, peuples d'Europe et du reste du monde, nous subissons actuellement :

- une crise économique sans précédent depuis la deuxième guerre mondiale qui se traduit par une profonde récession et l'explosion des inégalités.
- une crise sociale avec des millions de chômeurs, les bas salaires et la destruction des systèmes sociaux,
- une crise écologique qui détruit notre planète par le pillage et le gaspillage de ses ressources,
- la montée du racisme et de la xénophobie attisée par des démagogues irresponsables,
- Les marchés financiers qui imposent leurs *exigences* aux Etats et aux peuples.

Sous prétexte de sauver l'Euro face à la vague montante de la spéculation, les plans d'austérité décidés en commun par les gouvernements européens et leurs représentants à Bruxelles, à savoir la Commission Européenne, (et) avec la coopération du FMI, et de la BCE, continuent leurs attaques contre nos conditions de vie. L'ensemble de nos acquis est menacé comme le montre à l'évidence la situation du peuple grec : Tant que les gouvernements européens seront des tenants de l'ultra libéralisme la situation continuera à s'aggraver. Une autre politique devient vitale.

Dans les Hautes-Alpes, nous, signataires du présent communiqué, sommes résolus à lutter pour s'opposer à ce coup de force social, économique et politique. Nous réaffirmons notre engagement pour une Europe démocratique, sociale, écologique, en rupture avec le capitalisme.

Nous appelons à participer et à assurer le succès des grèves et des manifestations du 27 Mai, à l'initiative de la mobilisation syndicale unitaire CGT, CFDT, CFTC, FSU, UNSA, SOLIDAIRES.

Nous avons décidé de mettre en place un Collectif Unitaire départemental qui s'engage durablement et fortement contre la remise en cause des retraites et de l'ensemble des acquis sociaux et pour la mise en place d'une réelle politique sociale et fiscale en Europe, assortie d'une gestion publique de l'Euro.

FASE 05, M'PEP 05, NPA 05, PCF 05, PG 05, P.OC 05, VERTS 05

GAP, le 24 mai 2010.

Jeudi 27 mai

10h devant la préfecture pour la manifestation à GAP

suivi d'un sit-in devant le centre administratif Desmichel